

29 janvier 2017

François Fillon : "Des forces sont à l'œuvre pour me faire taire"

INTERVIEW - Pris dans la tourmente du "Penelopegate", François Fillon assure qu'il se battra "jusqu'au bout". Avant son meeting cet après-midi à Paris, il dévoile au JDD des mesures en faveur des classes moyennes.



François Fillon samedi à son QG de campagne porte de Versailles, à Paris. (Éric Dessons/JDD)

Cette semaine, vous avez parlé de "boules pointues" au sujet des accusations concernant l'emploi de votre épouse, Penelope. Avez-vous le sentiment d'être victime d'un coup politique? Comment ne pas avoir ce sentiment? Comment ne pas considérer qu'il y a des forces qui sont à l'œuvre pour me faire taire et tenter d'affaiblir ma candidature, voire tenter de m'empêcher de me présenter? Comment expliquer une telle violence? Quel clan ai-je dérangé? Quels intérêts ai-je remis en cause? C'est une manipulation grossière, mais je suis certain que la justice ne se laissera pas instrumentaliser par ces manœuvres qui puent la calomnie.

Ces faits remontent à des années, les feuilles de paie sont enregistrées à l'Assemblée nationale, tout a été déclaré au fisc, des majorités se sont succédé à l'Assemblée et à Bercy. Et tout cela sort à moins de trois mois de l'élection présidentielle... Comment imaginer un seul instant que cette affaire ne soit pas montée de toutes pièces pour m'abattre? Mais je ne me laisserai pas abattre.

C'est peu dire que cette affaire trouble les Français...

Je comprends que les Français s'interrogent et doutent. Comment pourrait-il en être autrement? Mais je sais aussi qu'on n'a pas le droit de laisser abîmer la démocratie par ces officines. C'est la raison pour laquelle je vais me battre de toutes mes forces. Et jusqu'au bout.

Plusieurs de vos proches se sont étonnés de la célérité de la justice dans cette affaire. Souhaitez-vous qu'elle aille vite?

Le plus vite possible. D'ailleurs, sur le fond, je ne répondrai plus qu'à la justice. C'est à elle seule que je fais confiance pour établir la vérité. Je ne me soumettrai pas au tribunal médiatique.

Lire aussi : **Le navire Fillon est en train de prendre l'eau**

François Fillon s'en remet à la justice

Comprenez-vous que les niveaux de rémunération évoqués puissent choquer les Français?

Les niveaux de rémunération évoqués sont faux. On mélange le brut et le net. Je donnerai tous les éléments aux enquêteurs.

Avez-vous déjà remis des documents à la justice?

Oui.

«Les niveaux de rémunération évoqués sont faux»

Quel type de documents?

Des bulletins de salaire notamment, pour établir les montants et les dates.

Vous avez dit que vous aviez décidé d'arrêter cette collaboration avec votre épouse en 2013. Pourquoi?

S'agissant du travail que mon épouse a effectué pour Marc Ladreit de Lacharrière, elle a souhaité arrêter. Elle aurait aimé en faire plus mais elle a bien senti l'hostilité du directeur de la revue.

S'agissant de son travail d'assistante parlementaire, nous sommes bien conscients que l'opinion a évolué sur ces sujets et c'est la première raison pour laquelle nous avons décidé qu'elle cesserait d'être rémunérée. Ensuite, la valeur ajoutée la plus importante de ma femme était liée à sa connaissance du terrain dans la Sarthe. Étant devenu député de Paris, je pensais qu'elle pourrait maintenir le lien avec la Sarthe, mais cela n'avait plus le même sens.

'Le plus ignoble dans tout ça, c'est la prise en otage de ma famille'

Quand vous vous êtes lancé dans cette campagne, vous vous attendiez à ce que ce soit aussi dur?

Non. [Rire triste.]

Mais n'est-ce pas toujours le cas, dans une campagne présidentielle?

Je ne pouvais pas imaginer un seul instant que ce serait d'une telle violence et d'une telle bassesse.

Nicolas Sarkozy dit que faire une campagne présidentielle, c'est comme être nu dans la rue et "scanné" sous toutes les coutures...

C'est exactement ce que j'éprouve. Et ma femme encore plus que moi. Ce que je trouve le plus ignoble dans tout ça, c'est la prise en otage de ma famille.

«C'est facile de redresser la France»

Nicolas Sarkozy vous-a-t-il appelé?

Vendredi matin, oui. Un coup de fil très sympathique. Et utile.

Regrettez-vous d'avoir dit : "Qui imagine un seul instant le général de Gaulle mis en examen?"

Non. C'est ma conviction profonde. Je pense qu'il n'y a pas beaucoup d'hommes politiques qui vous diraient les yeux dans les yeux : si je suis mis en examen, je ne me présenterai pas à l'élection présidentielle.

Vous êtes en meeting à la Villette cet après-midi. Quel sera votre message?

Je veux montrer que l'essence de mon projet, c'est la liberté. Il faut libérer un pays qui a toutes les raisons de réussir, qui devrait être leader européen, être en situation de plein-emploi et qui est tout le contraire parce qu'il s'est enfermé sous les réglementations, les normes, les impôts. C'est facile de redresser la France : il suffit de lever cette contrainte administrative qui nous étouffe. Ma politique permettra immédiatement d'améliorer les conditions de vie, en particulier des Français les plus modestes.

Objectif plein-emploi

En quoi?

Les capacités financières dégagées par le passage progressif de l'âge de la retraite à 65 ans permettront d'augmenter les petites retraites. Ainsi, toutes les pensions du régime de base inférieures à 1.000 euros augmenteront de plus de 300 euros par an. De même, on augmentera d'au moins 600 euros par an les petites pensions de reversion. Et ce dès le début du quinquennat. De même, c'est grâce à l'augmentation de la TVA que je mettrai en place une franchise de cotisations salariales. Je veux augmenter de façon significative le salaire net des Français, via un abattement forfaitaire qui sera de l'ordre de 250 euros par an pour un salarié. Cela sera directement visible sur la feuille de paie et cela vaudra pour les salariés du public comme du privé.

Quel sera le coût de cet abattement?

Six milliards d'euros. Je propose aussi l'augmentation du plafond du quotient familial, le rétablissement de l'universalité des allocations familiales, ainsi qu'une mesure sur les donations aux enfants et petits-enfants. Je veux faire passer le délai entre deux donations de quinze à dix ans et réduire les droits en fonction de l'âge du donateur.

«On peut descendre en dessous de 7% de chômage

dans cinq ans»

Je propose aussi une mesure puissante pour encourager l'épargne salariale et développer l'intéressement dans les entreprises de moins de 50 salariés avec un dispositif beaucoup plus souple

et avantageux. Tout cela est rendu possible par la hausse de la TVA, le relèvement de l'âge de la retraite et un effort rigoureux de maîtrise des dépenses publiques.

Est-ce votre façon de répondre aux critiques sur la dureté libérale de votre projet?

C'est ma façon de démontrer que si mon projet comporte des mesures de compétitivité, elles sont d'abord destinées à donner du travail aux Français et à atteindre le plein-emploi.

C'est cela que vous promettez aux Français, le plein-emploi?

Oui.

Il est dangereux de faire ce genre de promesses...

Je prends tous les risques, car sans prise de risques il n'y a pas de bénéfice à la clé pour les Français. Je pense qu'on peut descendre en dessous de 7% de chômage dans cinq ans.

"Prendre en compte cette révolution numérique en créant un statut de travailleur indépendant"

Avez-vous compris les critiques contre votre projet?

Ces critiques reflètent surtout le fait que beaucoup de responsables politiques et sociaux français pensent qu'il n'est pas possible de changer les choses. La gauche ne croit plus à la croissance. Dans leurs programmes, mes concurrents n'essaient même plus de défendre l'objectif d'une réduction du chômage. Ils préfèrent parler de revenu universel et aligner des mesures coûteuses qu'ils n'ont pas les moyens de financer.

Vous n'êtes donc pas convaincu par les arguments de Benoît Hamon...

Penser que l'économie numérique est la fin de l'emploi, c'est un contresens terrible. Toutes les révolutions technologiques ont créé de la richesse et des emplois. Vouloir taxer les robots, comme le propose M. Hamon, c'est absurde.

«Nous allons rétablir les mesures de défiscalisation

remises en cause par la gauche»

Moi, ce que je propose, c'est de prendre en compte cette révolution numérique en créant un statut de travailleur indépendant pour permettre à ceux qui veulent se mettre à leur compte grâce à ces nouvelles technologies de le faire, et de pouvoir passer des contrats avec des entreprises ou des collectivités tout en ayant une protection sociale par ailleurs. Cela représente un gisement d'un million d'emplois potentiels. Le deuxième gisement d'emplois, ce sont les emplois de service. On va donc mettre le paquet dessus.

C'est-à-dire?

Non seulement nous allons rétablir les mesures de défiscalisation remises en cause par la gauche, mais je propose des emplois de service avec un niveau de charges extrêmement bas pour réduire leur coût horaire au minimum. Nous mettrons en place des plateformes pour simplifier la vie des employeurs et des employés. On pourra, par exemple, avec son smartphone, commander trois

heures de garde d'enfant. Le salarié, lui, n'aura plus à gérer 36 employeurs différents, tout passera par cette plateforme. C'est une idée chère à Jean-Louis Borloo, avec qui j'ai beaucoup travaillé sur cette question. Là aussi, le potentiel est de l'ordre d'un million d'emplois.

"Je veux reprendre les privatisations"

Les critiques contre votre projet n'émanent pas que de la gauche...

Cette idée qu'on ne peut rien changer existe aussi dans mon camp, c'est vrai. Mais ce serait quand même invraisemblable qu'un pays qui a autant d'atouts que le nôtre ne se saisisse pas du potentiel de croissance et d'innovation qu'il y a aujourd'hui dans le monde. Prenons un exemple : il suffirait d'un tout petit effort pour que la France soit parmi les leaders mondiaux de l'intelligence artificielle. [Il s'anime.] Je veux reprendre les privatisations, sortir une partie des participations de l'État du capital d'entreprises où cet argent ne sert à rien pour le réinvestir dans des domaines de pointe comme celui-là.

Ce dimanche se tient le second tour de la primaire de la gauche. Entre Valls et Hamon, vous avez une préférence?

Aucune. La seule qualité de Benoît Hamon, c'est une forme d'authenticité et de sincérité. S'agissant de Manuel Valls, il n'y a rien de financé dans son projet et aucune mesure réellement nouvelle. Au fond, comme le disait André Malraux il y a un peu plus de cinquante ans, et je vais conclure mon discours en le citant, il y a quatre gauches en France.

«*Mélenchon, le Fidel Castro de YouTube*»

La première, c'est la gauche pure, dure, rouge. C'est Mélenchon, le Fidel Castro de YouTube. La deuxième, c'est la gauche socialiste ; c'est l'équipage des naufragés du Titanic hollandais qui viennent de s'entredévorer sur le radeau de la Méduse de la primaire. La gauche numéro 3, c'est Macron : il fait croire qu'il est neuf, en réalité c'est lui qui a fait le programme de Hollande. Toute l'équipe gouvernementale de Hollande est en train de le rejoindre. Macron, c'est le sortant, c'est l'héritier, c'est Hollande. C'est pour ça que ce sera très difficile pour lui. La gauche numéro 4, c'est le FN : sortie de l'euro, retraite à 60 ans, augmentation du salaire minimum, recrutement illimité de fonctionnaires... L'original, c'est Mélenchon ; la copie, c'est Marine Le Pen.

Vous voulez nous faire croire que Macron n'est pas votre adversaire le plus dangereux?

Il dit qu'il est réformateur, il l'est beaucoup moins que moi. Quand j'entends certaines de ses propositions, je me dis qu'il est sûrement très intelligent mais qu'il ne connaît pas le pays. Et il aura quand même du mal à incarner les classes populaires!

"Le miroir médiatique est déformant"

Mais il apparaît comme nouveau...

Ça, ça ne marche pas dans une élection présidentielle. Il s'agit de choisir le chef des armées, la personne qui va défendre le pays dans un contexte international et sécuritaire extrêmement difficile. Pour résumer : on a un président américain dont le moins que l'on puisse dire est qu'il est inattendu ; une Russie qui dérive de manière dangereuse ; une guerre commerciale qui s'amorce entre les États-

Unis et la Chine ; le totalitarisme islamique qui nous menace ; et au milieu de tout ça, une Europe qui se défait.

«Peut-on confier la présidence de la République

française à quelqu'un qui a zéro expérience en

matière internationale?»

Peut-on confier la présidence de la République française à quelqu'un qui a zéro expérience en matière internationale, qui n'a aucun projet sur le plan sécuritaire, qui explique que les réfugiés sont les bienvenus et qui, au Liban cette semaine, change de position en fonction de ses interlocuteurs?

La ferveur qu'il suscite ne vous impressionne pas?

J'ai vécu ça pendant deux ans dans la primaire... Le miroir médiatique est déformant.

Ne pensez-vous pas qu'aujourd'hui l'inexpérience passe pour de la modernité?

C'est la raison pour laquelle je propose un projet de rupture et que je veux faire entrer la société civile dans mon gouvernement.

Justement, vous aviez promis de rendre publics les noms de vos trois principaux ministres. Alors?

C'est trop tôt. J'attends de voir qui va se révéler dans la campagne, qui seront les plus actifs.

Pensez-vous, comme certains dirigeants politiques, qu'il y a réellement un risque aujourd'hui que le FN arrive au pouvoir?

Si on continue à tenter de détruire tous les candidats crédibles à l'élection présidentielle, cela va finir par arriver.

Anna Cabana, Hervé Gattegno Et Christine Ollivier - Le Journal du Dimanche

dimanche 29 janvier 2017